

Zeitschrift: Annales fribourgeoises
Herausgeber: Société d'histoire du canton de Fribourg
Band: 76 (2014)

Buchbesprechung: Notes de lecture

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

HISTORIOGRAPHIE

NOTES DE LECTURE



LE MARBRE ET LA POUSSIÈRE

Le patrimoine funéraire de la Suisse romande – XIV^e-XVIII^e siècles

Sous la direction de
Dave Lüthi

II – Catalogues

UN PRÉLAT SAVOYARD, UN PATRICIEN FRIBOURGÉOIS

Lucas Rappo : *Strambino Un évêque sous surveillance*, d'après le journal du conseiller Python (1675-1676), ASHCF 16 (nouvelle série), Fribourg 2014, 160 p.

J'ai déjà recensé de nombreux ouvrages, mais j'ai rarement éprouvé autant de plaisir qu'à la lecture de ce livre. Dense, concis, précis, se fondant sur une érudition sans faille et sur la maîtrise exemplaire d'une littérature vaste et complexe traitant des visites pastorales, soit les inspections des diocèses par les évêques, à partir de la fin du Moyen Age. En outre, cet ouvrage – autant le dire tout le suite – remet en cause des théories aussi établies que celle de la confessionnalisation, soit la mise en place, au cours des XVI^e et XVII^e siècles, d'un appareil politico-ecclésiastique de contrôle des laïcs, mise en place qui se serait faite, à en croire les inventeurs de cette théorie, de façon méthodique, progressive, inéluctable, au moment même où se mettait en place l'Etat moderne, véritable machine bureaucratique annonciatrice de l'Etat-nation des XIX^e et XX^e siècles.

Rendons justice à l'auteur de ce travail absolument remarquable, l'historien fribourgeois Luca Rappo, qui a sacrifié, pour réélaborer un mémoire de master soutenu à l'université de Lausanne en 2014, plusieurs développements érudits et tout l'appareil critique, conceptuel et méthodologique indispensable à un travail universitaire. C'est une des forces de l'ouvrage : Rappo a adopté une méthodologie «artisanale», au sens noble que ce terme continue à revêtir pour les praticiens de la science historique. Il n'a ainsi pas rechigné devant l'édition critique d'un manuscrit écrit en français, en allemand et en latin. Il a également su adapter son mémoire aux exigences de la vulgarisation, mission essentielle si l'on veut faire sortir la science de la tour d'ivoire dans laquelle elle reste trop souvent enfermée.

Il est très frustrant pour un recenseur de faire des choix, de sacrifier des développements et des commentaires savants sur un ouvrage : je me contenterai donc de brièvement en résumer le sujet. Il est question, au fond, du rapport entre deux hommes : l'évêque de Lausanne, Jean-Baptiste de Strambino, un prélat savoyard qui essaie d'imposer son autorité sur l'Eglise de Fribourg, d'un côté; de l'autre, le conseiller François-Prosper Python, un membre

Lucas Rappo

STRAMBINO

UN ÉVÊQUE SOUS SURVEILLANCE



SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU CANTON DE FRIBOURG

des élites patriciennes fribourgeoises, dont le but principal est d'empêcher le premier de parvenir à ses fins. Pourquoi donc ? se demandera le profane. Eh bien... parce que les autorités fribourgeoises, en 1675, lorsque Python «accompagne» l'évêque Strambino dans sa visite pastorale, détiennent depuis la Réforme un monopole de fait sur le contrôle de la vie religieuse dans le territoire du canton. Et ce monopole, elles ne sont pas prêtes à le céder à un évêque «étranger», un Savoyard qu'elles voient comme inféodé à Turin ! C'est un partisan zélé de la Réforme catholique, c'est-à-dire de la modernisation de l'Eglise catholique, dans la ligne du concile de Trente.

Pour les autorités fribourgeoises, ce qui compte, c'est bien entendu le maintien du catholicisme dans le canton – sur ce point, elles sont dans l'ensemble d'accord avec l'évêque – mais aussi et surtout le contrôle des ressources de l'Eglise : biens fonciers, influence sociale, pouvoir politique... Tout cela, les patriciens fribourgeois, qui ont jeté leur dévolu sur le puissant chapitre collégial de Saint-Nicolas¹, risquent de le perdre si d'aventure Monseigneur de Strambino, cet « intrus » qui ose s'attaquer à leurs privilèges, gagnait son combat titanesque, à savoir s'il assurait au Saint-Siège, et accessoirement à la cour de Turin, le contrôle sur ces ressources. Qu'est-ce qui se passerait ? L'évêque de Lausanne s'efforcerait de récupérer son ancienne cathédrale, sans doute avec l'appui des troupes savoyardes, dont on dit qu'elles s'apprêtent à envahir le Pays de Vaud ! Peut-être même Bulle, ancienne possession épiscopale accaparée par Fribourg en 1536 lors de la conquête du Pays de Vaud, risquerait-elle de retomber sous la coupe de l'évêque. Non, tout cela ne peut se faire, non seulement au nom du pouvoir de Leurs Excellences de Fribourg, mais aussi au nom de la paix confédérale, car si le Pays de Vaud tombait, Berne risquerait d'envahir Fribourg, puisque – toujours dans l'esprit des patriciens fribourgeois – leurs homologues bernois leur reprocheraient non seulement de n'avoir pas su empêcher l'arrivée du «soi-disant» évêque de Lausanne à Fribourg, mais aussi de l'avoir encouragé, qui sait, voire même de l'avoir téléguidé en sous-main.

Arrêtons cette histoire fictive. Bien entendu, aucune source n'en dira jamais autant – les patriciens et les marchands bernois, tout comme les fribourgeois, pesaient et soupesaient le pour et le contre, et ils auraient certainement ri de bon cœur si leurs amis papistes étaient venus les trouver pour se défendre des accusations de complot contre la Confédération ! Mais le drame, dans toute cette histoire, c'est que les Fribourgeois ne sont jamais allés dire le fond de leur pensée à Berne. Le fond de sa pensée, en ces temps-là, on le gardait pour soi.

¹ Voir Jean STEINAUER, *La République des chanoines. Une histoire du pouvoir à Fribourg*, Baden 2012.

J'espère que Lucas Rappo poursuivra ses recherches, car il a de quoi écrire une fantastique thèse de doctorat sur la Réforme catholique à Fribourg, les rapports de voisinage entre Fribourgeois catholiques et Vaudois, Neuchâtelois et Bernois protestants, le bras de fer entre l'évêque Strambino, la cour de Savoie, le Saint-Siège, le nonce de Lucerne, les jésuites, et j'en passe ! Mais dépassons cette perspective étroitement académique : quoi qu'il en soit, cet ouvrage a beaucoup de mérites, parmi lesquels le premier est celui de montrer à tous les passionnés d'histoire – et Dieu sait s'ils sont nombreux dans notre canton ! – en quoi l'étude de l'Ancien Régime est une histoire résolument... moderne.

Bertrand Forclaz

Voir couverture p. 209.

À LA GLOIRE DU CHER DÉFUNT

Dave Lüthi (dir.), *Le marbre et la poussière. Le patrimoine funéraire de la Suisse romande – XVI^e-XVIII^e siècles*, Cahiers d'archéologie romande 144, Lausanne 2013. Vol. I : *Etudes*, 264 p.; vol. II : *Catalogues*, 388 p.

Si les morts ne parlent plus, leurs monuments funéraires sont éloquents. Ils s'expriment au moyen de formes architecturales ou plastiques : dalles, stèles, gisants; de symboles et d'allégories : trophées, crânes, angelots; de personnages, parfois, dont la posture signifie la fierté, la pitié, la piété... Les monuments parlent aussi avec des mots : sobres condensés biographiques ou savantes épitaphes latines dont la rhétorique s'appuie sur une mise en page virtuose, comme celle d'Albert-Nicolas Koenig († 1637) dans l'église des Cordeliers à Fribourg. Ils peuvent mentir, naturellement, aussi bien sur le défunt dont ils célèbrent les vertus sans nuance ni restriction – mais c'est la loi du genre – que sur eux-mêmes, tels ces panneaux de bois peints pour donner l'illusion du marbre, qui font mémoire de saint Pierre Canisius et du prévôt Pierre Schneuwly, à la cathédrale.

Mais les monuments ne parlent pas que du défunt à la gloire duquel ils furent taillés, gravés, sculptés. Ils racontent leur temps, ses idéaux et ses valeurs, ses goûts esthétiques, ses conflits, ses systèmes de pouvoir. Ils tiennent, pour tout dire, un discours historique. Pour l'entendre correctement, nous disposons désormais d'un appareillage scientifique performant, les deux volumes réunis sous ce titre magnifique : *le marbre et la poussière*, l'inaltérable et le dégradé... Ils livrent un large inventaire de 461 monuments, sous forme de fiches standardisées, et une palette d'essais thématiques abordant ce corpus sous tous les angles possibles. Nous pouvons comparer les pièces, éclairer leur signification, formuler des interrogations.

Pouquoi, par exemple, ne trouve-t-on en pays fribourgeois, à la fin du Moyen Âge, aucun de ces flamboyants monuments sculptés alignant plusieurs personnages, comme on en voit à la collégiale de Neuchâtel ou à la chapelle du château de La Sarraz ? Sans doute parce que Fribourg, ville

drapante et marchande gouvernée par des bourgeois, ne comptait plus en ses murs ni dynaste ni seigneur de haut rang. Au XVI^e siècle encore, et fort avant dans le XVII^e, une simple dalle est de mise, avec une épitaphe incisée sur le pourtour et peut-être un motif héraldique, comme pour le banneret Humbert Tschachtli († 1578). Fait exception, justement, le défunt le plus attaché, de son vivant, à rappeler sa noblesse ancienne et le prestige de son titre, le commandeur Pierre d'Englisberg († 1545). Lui se fait représenter, on aimerait écrire mettre en scène, en relief dans un solennel décor architectural.

Le pouvoir patricien s'affirmant, et Saint-Nicolas revêtant un décor baroque, on passe de la dalle, ou pierre tombale, à la stèle appliquée au mur d'une chapelle. Celles de Jacques de Fégely († 1624) ou de Nicolas de Diesbach († 1654) en offrent de beaux exemples : exubérance du cadre sculpté aux formes architecturales (colonnes et pilastres, chapiteaux et frontons), richesse du décor (volutes, feuillages, *putti*), armoiries et insignes des ordres chevaleresques, latin néo-cicéronien de l'épitaphe, tout exalte la gloire du défunt... et de la République dont il était l'illustration. Dans le cas de Diesbach, elle a même commandé l'ouvrage et payé la note.

La mort, cependant, n'est pas un long fleuve plus tranquille que la vie. Historienne spécialiste de la Réforme, Karine Crousaz montre qu'elle constitue «non seulement un révélateur de la confession des individus, mais aussi le théâtre de conflits familiaux en matière religieuse». La démonstration s'appuie sur le cas d'Elisabeth Reyff († vers 1530/35). Née catholique, sœur de Hans Reyff dit le Jeune, elle se marie et vire de bord, jusqu'à faire étalage ostensible de pratiques anti-papistes. Sous la pression de sa famille, elle retourne à la messe mais – selon la chronique de Pierrefleur cité par l'historienne – «le tout était par fiction et bien le montra en l'article de la mort, car elle mourut en la dite foi luthérienne, commandant qu'à son enterrement l'on ne dût sonner cloches, chanter messe, ni faire autre bien pour elle, et non voulut se confesser ni administrer». Mais le frère Hans, qui était alors bailli d'Orbe-Grandson, ne l'entend pas de cette oreille. Il déboule au domicile de la morte, chasse pasteurs et prédicants, commande une sonnerie de cloches, ordonne la sépulture de sa sœur dans le rite catholique à l'église Saint-Germain, et pour que tout soit clair fait encore célébrer une messe de septième. L'inventaire du patrimoine funéraire, hélas, ne comprend pas le monument d'Elisabeth Reyff. Mais on ne peut pas, raisonnablement, tout attendre d'une aussi ambitieuse entreprise...

Celle-ci a démarré voici plus de dix ans à l'université de Lausanne (Unil), par un inventaire des monuments funéraires de la cathédrale du lieu. La matière était riche, on étendit la recherche à tout le pays vaudois; la méthodologie s'avérant prometteuse, on visa l'ensemble des cantons romands, un trio d'étudiants ouvrant les feux sur le patrimoine funéraire fribourgeois. Ces gens de l'Unil s'intéressent à ce qu'ils ont sous les yeux, c'est du dernier provincial. Dans une grande université comme celle de Fribourg, les historiens de l'art s'intéressent à des choses lointaines, c'est autrement prestigieux.

Jean Steinauer

PORTER LE DZAQUILLON, UN DEVOIR PATRIOTIQUE

Anne Philipona (dir.), *A la mode, Cahiers du Musée gruérien* 9, Bulle 2013, 244 p.

Une fois n'est pas coutume : la revue d'histoire régionale a composé son sommaire sur le thème de l'exposition présentée par le Musée gruérien : «Dress Code», de concert avec le Musée d'art et d'histoire de Fribourg. Soit une trentaine d'article, rassemblés dans la tradition ethno-historique des *Cahiers* : ils alternent reportages sur le vif et recherche dans le proche passé (XIX^e-XX^e siècles), ils sont illustrés avec pertinence et générosité.

L'amateur d'histoire constate une fois de plus qu'il n'y a pas de sujets futiles ou insignifiants, pour peu qu'on sache les mettre en perspective longue ou dans leur contexte. Un bout de tissu – fichu, caraco, taie de baptême – en dit long sur la société villageoise de naguère, ses travaux et ses jours, son unité religieuse et ses disparités matérielles. La devanture Belle Epoque d'un magasin bullois suggère l'ampleur d'une histoire commerciale couvrant tout l'alphabet, de C comme colporteur à Y comme Yendi. Un chapeau de paille témoigne pour l'artisanat rural défunt du tressage, mais aussi pour le retour cyclique des modes («Avec mon canotier... ») ou pour la fabrication d'un folklore : capet d'armailli, coiffure de faneuse.

Et le folklore, dans son aspect vestimentaire, est un article de confection relativement récent, non pas un objet miraculeusement parvenu jusqu'à nous du fond des âges. Il ne correspond pas à un vestiaire paysan traditionnel, il répond aux canons esthétiques d'une bourgeoisie urbaine. En un mot, le dzaquillon a été inventé dans l'entre-deux-guerres, et l'histoire de son invention, qui forme le cœur de ce neuvième *Cahier*, constitue une bonne mise en garde contre l'historicisme passéiste et le goût des reconstitutions. Le personnage central est un homme, Henri Naef. Ce grand bourgeois de Genève qui s'est voulu plus gruérien que le Moléson, et autant que le Musée dont il fut le conservateur de 1923 à 1961, joue un rôle pionnier dans l'Association régionale des costumes et coutumes (AGCC), fondée en 1928, qui va s'imposer comme le conservatoire et

Ci-contre:
Martha Perroulaz,
militante de l'AGCC
et promotrice
du dzaquillon.
(Photo Musée gruérien)

l'académie du folklore. Elle prescrit le tissu, la coupe et la couleur de l'habit féminin, elle diffuse modèles et règles de confection dans les écoles ménagères pour garantir une production homogène malgré sa dispersion dans les familles, elle codifie l'usage et le port. Ses statuts – art. 3, al. b, chiffre 5 – disposent que «le port du costume est obligatoire le 1^{er} août et le 3^e dimanche de septembre, jour du Jeûne fédéral, ou Fête fédérale d'actions de grâce» (p. 76), ce qui élargit notre perspective. Le dzaquillon est patriotique.

Le bredzon, c'est un peu plus ancien, et plus compliqué. Il apparaît au cap du XX^e siècle, mais sa filiation dans l'univers du vêtement de travail paysan paraît mieux assurée. Répandu dans l'ensemble des Préalpes, il a subi nombre d'adaptations, et n'a pas échappé chez nous à la vigilance normative des folkloristes : «Henri Naef a constamment privilégié le triège bleu et il l'établit comme signe distinctif de la Gruyère» (p. 109), ramenant les anciennes broderies florales diversifiées à l'edelweiss de rigueur sur les revers. Tel que nous le connaissons, le bredzon sert à désigner le Fribourgeois aux yeux des Confédérés. Plus identitaire, tu meurs ! Mais l'identité se fabrique, ou se bricole, aussi bien qu'un costume, et la publication bulloise rend un service supplémentaire à l'amateur d'histoire : elle le met en garde contre le nationalisme, fût-il à petite échelle.

Jean Steinauer





PRIÈRE DE NE PAS CRACHER !

La lutte contre la tuberculose
dans le canton de Fribourg
1900 - 1973

PASCAL PERNET

ASTP

aux sources du temps présent

QUAND LA TUBERCULOSE ÉTAIT UN PÉCHÉ (MORTEL)

Pascal Pernet : *Prière de ne pas cracher! La lutte contre la tuberculose dans le canton de Fribourg (1900-1973)*, ASTP 18, Fribourg 2014, 208 p.

L'ouvrage de Pascal Pernet, issu d'un mémoire de master sous la direction du professeur Alain Clavien, s'ouvre sur un paradoxe. Autour de 1900, Fribourg est l'un des cantons suisses qui paient le plus lourd tribut à la tuberculose, avec plus d'une victime par jour; le fléau est responsable de la moitié des décès de jeunes entre 15 et 30 ans. Face à cette hécatombe, les moyens de lutte sont dérisoires, pour ne pas dire inexistants.

Pour cerner les raisons de cet immobilisme, Pascal Pernet s'intéresse au parcours de la Ligue fribourgeoise contre la tuberculose (LFT), dès sa fondation en 1906 comme œuvre caritative privée, jusqu'aux années 1950 où elle devient une institution officielle de santé publique, reconnue et soutenue par l'Etat. L'auteur évite l'écueil de la chronique institutionnelle souvent rébarbative. Le fil rouge de sa recherche n'est pas l'histoire de la Ligue en tant que telle, mais bien la compréhension des blocages auxquels se heurte l'association en terrain fribourgeois. Ainsi, tout en suivant un plan chronologique, l'étude convoque tantôt l'histoire des mentalités, l'histoire de la médecine, l'histoire sociale et politique.

Une première explication des retards fribourgeois dans la lutte antituberculeuse réside dans les représentations de la maladie. Du côté des élites, un discours de détestation de la modernité et d'idéalisation du monde rural contribue au déni d'un problème associé à l'urbanisation et à l'émergence de la classe ouvrière; pourtant, les régions rurales, avec leurs appartements sombres, sales et humides, ne sont guère épargnées. Du côté des mentalités populaires, les populations s'en remettent massivement à la religion face à l'impuissance médicale, d'autant plus que la maladie, encore supposée héréditaire, est entachée de l'idée de faute; la guérison implique ainsi un redressement moral. On comprend dès lors que ni l'opinion publique ni les autorités ne saisissent l'utilité de la LFT lors de sa fondation en 1906; en l'absence de soutien de l'Etat ou

de la charité privée, celle-ci périclité et son idée de créer un sanatorium populaire s'enlise.

La Grande Guerre, avec le décès par tuberculose de plus de 3000 mobilisés et l'accueil de nombreux internés tuberculeux, relance la mobilisation contre la maladie. Par ailleurs, les autorités n'apprécient guère d'être la cible de remontrances de la part des instances fédérales. Sous la houlette du Dr Léon Genoud, la nouvelle LFT développe trois piliers d'action : la propagande antituberculeuse, la mise en place d'un dispensaire et d'une infirmière visiteuse, la création d'un préventorium pour enfants. L'auteur présente en détail les réussites et échecs de chaque objectif, soulignant une intéressante combinaison entre modernité et tradition. Ainsi, la prévention anti-tuberculose recourt aux médias modernes, projections audiovisuelles, cinéma. En même temps, le moralisme imprègne les pratiques de soins, à l'image du chalet des enfants de Pringy, tenu par les sœurs de Sainte-Anne; l'encadrement religieux et moral, la discipline stricte, sont censés écarter la maladie tout autant que les traitements médicaux. Un exemple éloquent est l'image de ces petits tuberculeux, contraints de braver la neige et la tempête pour marcher jusqu'à l'église du village et assister à la messe de minuit!

La construction d'un sanatorium populaire, dont les cantons voisins sont déjà dotés, revient comme un véritable serpent de mer. L'auteur analyse finement les raisons de ce blocage, politiques et surtout financières. Les impulsions extérieures jouent un rôle décisif, à l'instar de la loi fédérale de 1928 assurant un soutien fédéral pour la construction de sanatoriums; cependant, les résistances internes à un engagement de l'Etat dans les questions sociales et sanitaires, dénoncé comme socialisantes, condamnent la LFT à compter sur la charité privée et les subventions communales. L'hypocrisie atteint son comble en juillet 1931 : les autorités posent la première pierre du sanatorium de Crésuz, alors que le Parlement fribourgeois n'a pas voté le crédit de construction ! Finalement, au lendemain de la guerre, alors que les nouveaux médicaments rendent obsolètes les sanatoriums de montagne, l'Etat transforme la maison de repos de Humilimont en sanatorium de plaine.

Si la Grande Guerre a relancé l'action de la LFT, le deuxième conflit mondial se révèle bien plus décisif. L'armée suisse met en place une grande opération de dépistage; un projet de loi sur l'assurance-maladie obligatoire échoue, mais relance le débat; enfin, avec l'arrivée des antibiotiques, la tuberculose devient une maladie traitable et curable, et non plus une

fatalité. Tous ces éléments modifient les représentations de la maladie et les attitudes des instances politiques, désormais plus enclines à un engagement accru de l'Etat. Le conseiller d'Etat Paul Torche sera l'artisan de ce renouveau. Désormais mieux dotée, la LFT met en place des services de dépistage dans tout le canton et organise la vaccination BCG.

Des questions restent en suspens à la lecture de cette recherche passionnante. On aurait souhaité mieux comprendre le rôle, apparemment très en retrait, des médecins et de la Société médicale fribourgeoise. Par ailleurs, les flagrants retards de Fribourg en matière de politique sanitaire, déjà repérés dans le cas de la mortalité infantile par Alain Bosson, attendent une explication historique approfondie. Que révèle cette absence de préoccupation pour la «qualité» de la population fribourgeoise ? Celle-ci n'est-elle pas considérée comme un atout pour l'essor du canton ? Et comment comprendre qu'après 1945 ce souci du «capital humain» émerge ? En quoi Paul Torche est-il, simplement, un «homme providentiel» ou le porteur de toute une nouvelle sensibilité politique ? Autant dire que cette recherche pionnière ouvre sur des pistes nouvelles pour sortir du schéma simpliste d'un canton tout simplement «en retard» dans une évolution linéaire vers le progrès sanitaire et social.

Anne-Françoise Praz

DE L'EAU COURANTE ET DU COURANT

Jean-Pierre Dorand : *Des Eaux et Forêts aux Services Industriels de la Ville de Fribourg, ou d'une entreprise privée au service public communal*, Fribourg 2013, 120 p.

Voici d'abord la *doxa*, la leçon officielle qu'on sert aux écoliers fribourgeois depuis quatre générations. Un homme d'Etat génial nommé Georges Python, «le maître aimé et obéi des conservateurs fribourgeois, le chef incontesté du gouvernement de son canton (...) acquit et réorganisa l'entreprise des Eaux et Forêts¹» pour faire servir son bénéfice à la faculté des sciences de l'université qu'il venait de fonder (1889). La vérité historique est assez différente. Jean-Pierre Dorand l'a produite en étudiant avec minutie la naissance des Services industriels (SI) de la ville de Fribourg. D'abord, Python n'est pas l'initiateur, ni l'artisan de la reprise par l'Etat de l'entreprise des Eaux et Forêts fondée par Guillaume Ritter et tombée en faillite depuis 1875. Il n'entre au Conseil d'Etat qu'en 1886, et dans les années qui suivent ce sont les vrais leaders du gouvernement, ses collègues Théraulaz et Menoud, qui mènent le bal, d'ailleurs en usant de procédés qui frisent la magouille. Ensuite la reprise de l'affaire par l'Etat, au terme d'une longue et pénible procédure de liquidation (quinze ans !), ne doit pas grand chose à la clairvoyance des gouvernants sur l'avenir de l'énergie électrique. Elle est principalement motivée par le souci du parti conservateur de contrer l'exécutif de la capitale, à majorité radicale et modérée (parti du Bien public), qui voudrait racheter ce qu'elle avait concédé à Ritter. Secondairement son intérêt tient à l'important patrimoine foncier et sylvicole en jeu. Enfin, la Ville n'avait pas attendu l'Etat, Python et les conservateurs pour songer à l'électrification du complexe hydraulique de la Maigrauge – barrage et usine – créé par Ritter. Le projet en est discuté au Conseil communal dès 1886, alors que la liquidation est en cours.

Voilà pour la première moitié de l'aventure. Dorand se fût-il arrêté là qu'il aurait déjà rendu un vrai service à l'historiographie cantonale. Mais il s'est demandé ce que l'Etat, en fait les EEF (aujourd'hui Goupe E), allaient faire des concessions hydrauliques acquises au nez et à la barbe

¹ S. n. [Jeanne Niquille], *Un siècle d'histoire fribourgeoise*, préface du conseiller d'Etat Joseph Piller, Fribourg 1941; pp. 175-177.

des conseillers communaux. Réponse : en plus de l'électricité, dont leurs réseaux couvriraient progressivement tout le territoire cantonal, les EEF vendraient l'eau potable aux habitants de la capitale. Dès lors, et jusqu'en 1949, «la Ville de Fribourg devient un cas particulier lorsqu'on la compare avec ses sœurs urbaines helvétiques : elle n'a que les faibles revenus du service du Gaz, l'eau et l'électricité lui échappant totalement» (p. 112). Bonne fille, la direction des EEF la consulte quand même sur les tarifs de l'eau. Bon prince, le Conseil d'Etat veut bien jouer les arbitres dans les interminables négociations (vingt-sept ans !), scandées par force péri-péties, au terme desquelles la capitale retrouvera la maîtrise du service des eaux sur son territoire.

Il faut signaler, ici, que l'ouvrage de Jean-Pierre Dorand est édité par les Services industriels (SI) de la Ville. Ceux qui ont lu, par ailleurs, son analyse du partage consécutif à la séparation, en 1803, de la Ville et de l'Etat² savent que cet historien – en toute objectivité et impartialité, bien sûr – n'est pas insensible aux plaintes et récriminations de la capitale et de ses édiles, aussi loin qu'elles remontent. N'empêche ! Sa conclusion paraît fondée : qu'on pense au pouvoir et à la richesse apportés à la ville de Lausanne par ses SI – véritable force de projection, pour la capitale vaudoise, bien au-delà de ses limites administratives.

Jean Steinauer

² Jean-Pierre Dorand,
*La ville de Fribourg
de 1798 à 1814*,
Fribourg 2006, 600 p.

«SOLDATS DES CHAMPS» LA LÉGENDE DE L'AUTARCIE

Samuel Gendre, *Aux champs. Fribourg face au plan Wahlen 1941- 1945*, ASHCF 13 (nouvelle série), Fribourg 2013, 318 p.

Exception qui confirme une règle rappelée par Jean Steinauer dans son avant-propos, la SHCF a choisi de publier le mémoire de master d'un jeune historien fribourgeois. Et elle a bien fait : pionnier, ce travail aborde un sujet souvent évoqué mais jusqu'à ce jour jamais étudié pour lui-même dans un canton dont l'agriculture a été pourtant le secteur principal de l'économie pratiquement jusqu'au milieu du siècle dernier.

Pionnier aussi en raison de la grande difficulté que l'auteur a rencontrée dans sa recherche documentaire. Sa bibliographie très fournie ne cherche en effet pas à masquer la quasi-absence de tout un pan de notre histoire dans nos archives. Négligence de l'administration cantonale (où sont, par exemple et lorsqu'elles existent encore, les archives préfectorales?), mais négligence aussi des archives cantonales qui ont naguère considéré le XX^e siècle comme moins intéressant que le passé plus lointain, privant irrémédiablement les historiens d'une documentation qu'il eût fallu à l'évidence réunir, conserver, classer et mettre à la disposition du public.

Ce regrettable état de fait n'a pas découragé Samuel Gendre qui a cherché partout, autant à Berne qu'à Fribourg, de quoi alimenter sa problématique : comment a été organisée à Fribourg la bataille des champs, et avec quels résultats? Relatant les prémisses, les étapes de l'organisation et les effets de ce projet devenu mythique autant que le Réduit national, Samuel Gendre débarrasse fort opportunément l'histoire du plan Wahlen de son habillage idéal, confectionné dès sa conception.

Préparée dès avant 1939, l'économie de guerre est rapidement mise sur pied après le déclenchement des hostilités et, le 15 novembre 1940, alors que la Suisse est quasiment encerclée par les forces de l'Axe, Friedrich Traugott Wahlen prononce une conférence qui sera décisive. Soucieux de voir son plan accepté sans retouche, il le présente tel qu'il sera finalement appli-

qué, en huit phases, encore que celles-ci ne soient pas toujours aisément repérables en raison de chevauchements que les archives et les décideurs eux-mêmes ne permettent pas toujours de distinguer clairement.

De prime abord, le problème est simple : au seuil de la guerre, la Suisse ne couvre globalement que 52 % de ses besoins alimentaires et le plan Wahlen veut augmenter l'auto-alimentation par une extension des surfaces emblavées et, dans une moindre mesure, par une augmentation des rendements. La mise en œuvre des mesures décidées à Berne, et appliquées par le biais des cantons et des communes, se fait en général assez bien. Les paysans jouent le jeu malgré des réserves face à l'effort demandé, à certaines des mesures – le défrichement de zones boisées est celle qui passe le plus mal – et le manque récurrent de main-d'œuvre que la mobilisation de civils et d'internés ne compense pas vraiment.

C'est à partir de là que les choses se compliquent un peu, mêlant en fait mythe et réalité dès les premiers mois d'application et cela jusqu'à nos jours. Prenons l'image qui est restée du plan Wahlen : des parcs urbains mis en culture, des pommes de terre dans les jardins publics, des jeunes, volontaires ou non, qui vont travailler aux champs, des internés polonais qui travaillent dans la région du Gibloux ou à la construction d'une route de montagne en Gruyère. Tout cela, qui ne fut certes point négligeable, a bien eu lieu. Mais pour quel résultat ? Pour passer, malgré les efforts répétés, malgré toute une administration, des instructions, des contrôles, des relances, pour passer donc de 52 % à seulement 59 % d'auto-alimentation; 7 % de mieux en quatre ou cinq ans, avec un investissement de millions de francs et des centaines de milliers de journées de travail. C'est un résultat positif, mais qui ne doit pas occulter le fait que, de là à parler d'autarcie, comme le firent pompeusement accroire certains décideurs fribourgeois, il y a de la marge. Il faut le dire et le redire, sans les importations la Suisse n'aurait pas tenu, ou pas longtemps, et encore moins en cas d'invasion du Plateau par les forces nazies. En d'autres termes, les importations ont plus contribué à l'alimentation de la Suisse que le plan Wahlen !

Et le moyen, l'extension des zones cultivées au détriment de quelques herbages et de zones marécageuses ou boisées, n'a rien d'original : c'est ainsi que font les hommes depuis les premiers temps de l'agriculture, alors qu'une réponse moderne eût consisté à travailler sur les rendements, à amorcer une véritable réforme de l'agriculture et des méthodes de gestion. Or, de cela, il fut à peine question. On chercha surtout à faire plus sur une plus grande surface mais avec des moyens traditionnels, au point que tous

les paysans, de bonne foi, n'étaient pas très au clair sur les surfaces qu'ils travaillaient, sur leurs coûts de production et par conséquent sur leur revenu. Tout cela, peut-être, parce qu'une autre dimension du plan Wahlen était importante, et Samuel Gendre ne manque pas de le rappeler : faire du paysan un soldat des champs, le convaincre, lui et toute la population derrière lui, que l'effort demandé visait autant à modeler les esprits qu'à produire plus. Et là, Wahlen a réussi au-delà de tous les espoirs, ce qui ne fut pas un mince succès puisque, septante ans plus tard, c'est le message qui est encore retenu, pour autant que l'expression «plan Wahlen» dise encore quelque chose au XXI^e siècle. Dernier résultat, et l'expression est utilisée dès la période du service actif, le paysan, déjà sollicité et partiellement pris en charge par les collectivités publiques durant la Grande Guerre et tout au long d'un difficile entre-deux-guerres, ce paysan devient quasiment un «assisté» qui perd une bonne partie de son autonomie en échange de prix plus ou moins satisfaisants et de la possibilité d'écouler toute sa production. Dans ce sens, le plan Wahlen prépare ce qui sera le régime de l'agriculture dès la loi fédérale de 1952.

Quant à vouloir maintenir à Fribourg, où l'histoire du plan Wahlen diffère bien peu de ce qu'elle fut dans les autres cantons, une population agricole majoritaire, synonyme de maintien au pouvoir des élites conservatrices, Samuel Gendre suggère avec raison que ce sera peine perdue. Dès les premières années de l'après-guerre, la conjoncture économique fera s'effondrer le secteur primaire, et la société fribourgeoise tout comme l'éventail des forces politiques s'en trouveront complètement bouleversés.

Michel Charrière

LA SINGINE D'OTTO PILLER

Otto Piller, *Erinnerungen und Geschichten aus einer bewegten Zeit*, chez l'auteur, Alterswil 2013, 130 p.

Se livrer avec ses frères à des concours de calcul mental, arbitrés par les parents, devant l'alambic où bout clandestinement le schnaps de pomme de terre qui arrondira le revenu familial. Faire signer par tous les intéressés une lettre exigeant le maintien de la rémunération, un franc par semaine, des enfants de chœur. Braconner les truites et les vendre au village avec la bénédiction d'un curé gourmet... Pour ses petits-enfants, l'ancien conseiller aux Etats socialiste Otto Piller a rédigé des souvenirs et anecdotes pleins de saveur. On y voit en filigrane la mutation vécue par la Singine dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Ce district est encore un monde clos, un isolat, au seuil des années 1950. Coupés de leurs voisins bernois par la religion, séparés de leurs compatriotes fribourgeois par la langue, les Singinois se caractérisent alors par des traits accablants: rusticité, alcoolisme et bigoterie. Le retard économique de la région tient à l'absence d'industrie et au morcellement de la propriété agricole. L'archaïsme social – familles prolifiques, exclusion des mal pensants, émigration – découle de l'omniprésence de la religion catholique, mise au service de l'omnipotent parti conservateur. L'aliénation culturelle est si forte qu'un Singinois se doit de parler français à un fonctionnaire de l'Etat, même Singinois lui aussi.

Aujourd'hui, le tableau est inversé. La Singine entraîne l'industrie du canton, elle cultive son dialecte avec délices et le Parti socialiste y taille des croupières au PDC. Mais il a fallu beaucoup de courage aux acteurs du changement, parce que celui-ci passait par le refus d'une valeur centrale, la soumission. Oser croire en sa propre valeur et prendre conscience de ses droits. Oser braver l'autorité du prêtre, l'intimidation du syndic ou la menace de l'employeur, que ce soit pour prendre à ferme un domaine, assurer l'autonomie d'un club de foot ou fonder une section socialiste au village. Dans un tel contexte, les gens de gauche n'ont certes pas manqué de bravoure, mais Otto Piller en parle sans forfanterie. Il use de pseudonymes en souriant, et ne cache pas que la percée du socialisme dans la commune d'Alterswil

doit beaucoup à des mouvements historiques de plus forte amplitude, comme l'arrivée de la télévision, le concile Vatican II ou l'éruption de Mai-68.

Ne cédon pas trop à la gaîté du récit. Lecture faite, c'est la colère qui l'emporte. La trajectoire exceptionnelle du physicien, haut fonctionnaire et parlementaire fédéral Otto Piller souligne par contraste son appartenance à la dernière génération que le régime conservateur fribourgeois a pu sacrifier encore, largement, au maintien de son pouvoir. Comment? En limitant les chances d'instruction de la plupart de ses enfants. Au nom de la religion, jusque dans les années 1960 l'école primaire a été abandonnée au contrôle des curés, et si possible aux soins des bonnes sœurs. L'école secondaire puis l'apprentissage d'un métier passait pour un luxe inutile, voire malvenu, pour les pauvres. En classe, les filles faisaient du tricot plutôt que du calcul mental. De l'histoire ancienne? On voudrait en être certain. Le directeur de l'Instruction publique n'affirmait-il pas, dans sa campagne électorale de l'automne dernier, sa volonté de maintenir «les valeurs conservatrices» et une «école chrétienne»?

Savoureux, bonhomme et néanmoins décapant, le petit livre bleu d'Otto Piller est à ranger sur le même rayon que *Les lacets rouges* de l'ancien conseiller d'Etat Denis Clerc.

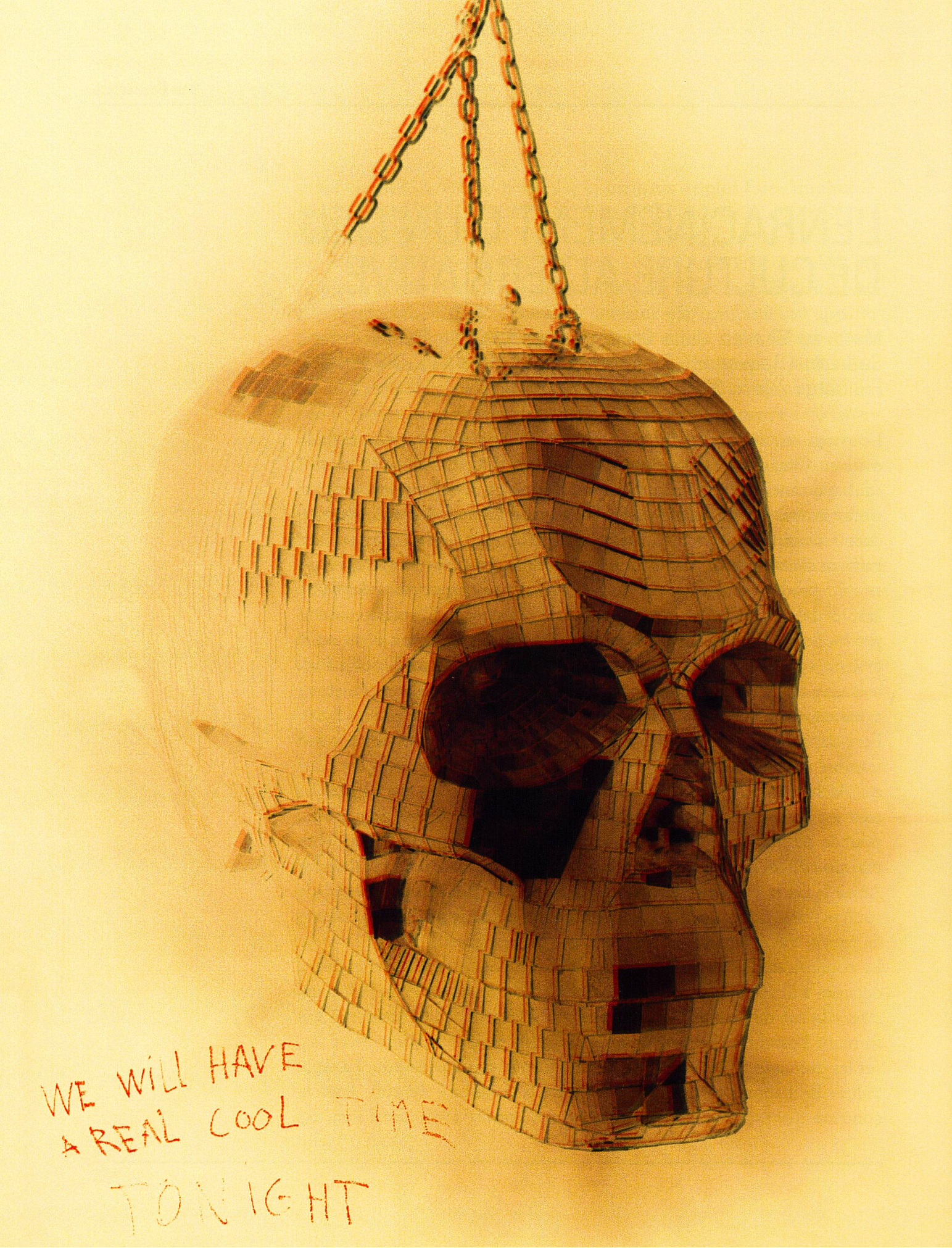
Jean Steinauer

L'ENRACINEMENT D'UN LIEU DE CULTURE ALTERNATIVE

Matthieu Chavaz, Julia Crottet, Diego Lateltin, Daniel Prélaz, Catherine Rouvenaz : *Fri-Son 1983-2013*, Fri-Son / JRP Ringier, Fribourg / Zurich 2013, 276 p.

L'ouvrage édité à l'occasion du jubilé de Fri-Son propose un véritable concert d'images, de citations et de souvenirs pour toutes celles et tous ceux qui ont foulé le sol du club fribourgeois ainsi que pour toute personne intéressée à la musique et à la culture contemporaines. Le lecteur découvre un riche aperçu de l'histoire du club qui, naturellement, place l'accent sur son métier central : la programmation. Tous les groupes qui se sont produits à Fri-Son depuis les origines sont répertoriés dans une liste et bénéficient d'une contextualisation axée sur l'évolution de la production musicale. À travers les transformations d'un lieu de concert devenu au fil du temps une institution emblématique de la culture alternative en Suisse, les auteurs proposent un voyage à travers l'histoire musicale des années 1980 et 1990 ainsi que du début des années 2000. Écrit dans un langage accessible à tous, l'ouvrage fait découvrir un grand nombre de développements, d'influences et de connexions qui ont marqué la musique (et le *music business*) des trois dernières décennies. Le tout est agrémenté d'une quantité impressionnante de photographies, pour la plupart inédites, ainsi que de la reproduction de 200 affiches maison éditées par Fri-Son. Combiné à un graphisme attractif réalisé par Anna Haas et Benedict Rohrer dit Billy Ben, ce foisonnant recueil de sources iconographiques fera assurément des heureux parmi les amateurs de rock'n'roll et autres styles de musique contemporaine.

Le contenu du livre est structuré selon les lieux et espaces que le club a occupés à différents moments. Ce sont ces locaux (à la rue de l'Hôpital, puis à la rue de l'Industrie, et finalement à la route de la Fonderie) qui forment l'ossature du récit historique sur la programmation musicale, sur les événements et sur les personnes qui ont marqué Fri-Son. La «spatialité» de l'approche reflète l'ancrage de la naissance du club dans le contexte des mouvements de jeunesse des années 1980, dont l'un des



WE WILL HAVE
A REAL COOL TIME
TONIGHT

moteurs principaux a été la recherche d'espaces libres pour les jeunes, par les jeunes. Malheureusement, cette énergie fondatrice que Fri-Son partage avec d'autres hauts lieux de la culture alternative en Suisse n'est pas suffisamment développée dans l'ouvrage.

Ce dernier aurait gagné en pertinence s'il avait bénéficié d'une mise en contexte et d'une bibliographie plus étoffées. Le livre nous laisse également sur notre faim à différents niveaux : on aurait souhaité en apprendre davantage sur l'histoire des lieux dans lesquels Fri-Son a fait son nid et sur les processus de négociation politique, de planification financière et de transformation architecturale qu'a nécessités l'évolution impressionnante du club. Une autre thématique importante qui apparaît en filigrane dans le texte et sur les images, mais qui n'est pas approfondie au vu du cadre que les éditeurs se sont fixé, est l'évolution des attentes et contraintes en matière de sécurité publique – avec des aspects aussi variés que la protection contre les incendies, la prévention et la gestion de la violence chez les jeunes, les habitudes de consommation ou encore la mutation des loisirs. Au-delà de ces quelques considérations qui intéressent avant tout l'historien généraliste, il faut créditer l'ouvrage d'un mérite de premier ordre : en recourant à la méthode de «l'histoire orale» et en donnant la parole aux acteurs qui ont fait vivre le club – qu'ils soient collaborateurs, musiciens ou mélomanes – les auteurs réussissent à faire renaître le passé de manière très vivante et divertissante. S'appuyant sur le vécu de plusieurs générations de bénévoles, sur l'enthousiasme de l'actuelle équipe d'animation et sur les compétences des membres du comité éditorial (dont notamment, les historiens Diego Lateltin et Florian Eitel), ce livre commémoratif profite énormément de l'apport des citations des soixante (!) personnes qui ont été consultées et questionnées. Parmi les innombrables anecdotes qu'elles ont rapportées, certaines constituent de véritables *scoops* dans le milieu de la musique, d'autres vous font écarquiller les yeux, ou déclenchent des fous rires spontanés. De concert avec la documentation, les éléments iconographiques cités plus haut et les chapitres introductifs qui survolent les différentes sections périodiques, ces témoignages constituent une mine d'informations. La parole accordée aux acteurs contribue non seulement à enrichir l'historique de la programmation musicale par des impressions de première main issues du *back stage*, mais elle permet aussi de donner au livre sa signification et sa vocation premières. Le comité du club le souligne de manière pertinente dans sa postface en relevant que l'ouvrage constitue avant tout un magnifique «recueil de

souvenirs» et qu'il n'est rien d'autre que ce que représente Fri-Son depuis 30 ans : «beaucoup de musique, beaucoup d'émotions» (p. 272). Voilà une phrase – trop modeste à nos yeux – qui nous semble d'excellent augure pour les trente prochaines années de Fri-Son!

Bernhard Altermatt

Achever d'imprimer
en août 2014
sur les presses de
Musumeci S.p.A., Quart (Vallée d'Aoste),
Groupe PCL Holding SA, Renens (Suisse)

SOMMAIRE

ARTICLES

Domdidier libéré des corvées | La réussite du boulanger Thürler |
Des boutons dorés, mais à quel prix? | La fabrication d'un roman cantonal |
Victor Tissot entre succès et polémiques | Les brasseurs de la Neuveville |
De l'uni à l'usine | Casser les œufs en chansons | Le dominicain, le bolchévique et l'ordinateur |
1946-1996: *La Liberté* au secours du *Courrier* | Portefeuilles variables et chargés de mission

DOSSIER

Adèle, 1857-1862 apr. J.-C. | Une rencontre romaine | La reine, la duchesse et l'impératrice |
Marcello, plume à la main | Il était une fois le Musée Marcello | De la Pythie à la Nana |

HISTORIOGRAPHIE

Un prélat savoyard, un patricien fribourgeois | A la gloire du cher défunt |
Porter le dzaquillon, un devoir patriotique | Quand la tuberculose était un péché (mortel) |
De l'eau courante et du courant | «Soldats des champs»: la légende de l'autarcie |
La Singine d'Otto Piller | L'enracinement d'un lieu de culture alternative